



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation de l'industrie automobile

Question au Gouvernement n° 1581

Texte de la question

SITUATION DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Mme la présidente . La parole est à M. Sébastien Chenu.

M. Sébastien Chenu . Avant de commencer, je veux saluer la mémoire de notre collègue Béatrice Bellamy, présenter, au nom du groupe que préside Marine Le Pen, nos condoléances à sa famille et à ses collègues du groupe Horizons & indépendants et vous assurer de l'excellent souvenir que nous conserverons de Béatrice.

Je souhaite vous interpellier, monsieur le premier ministre, messieurs les ministres, sur la situation de l'industrie automobile dans notre pays, et plus significativement dans nos circonscriptions du Nord, à Valenciennes, à Hordain, mais aussi à Poissy ou à Rennes, et sur celle des sites du groupe Stellantis. Le groupe annonce investir plusieurs millions d'euros, mais au bénéfice de qui ? En effet, une tendance lourde, qui se confirme, est celle de la baisse des moyens de production dans l'automobile. Le groupe prévoit de baisser ses capacités industrielles de 20 % en Europe d'ici à 2030.

L'avenir de l'automobile en France s'assombrit. Derrière les termes un peu techniques de reconversion, de mutualisation, il faut entendre une baisse de la production, de l'activité industrielle, du nombre d'emplois et plus généralement une situation de plus en plus difficile. Quel avenir pour nos sites, alors que nos usines sont offertes à la concurrence asiatique au prix, ou sous couvert, de partenariats sur lesquels on peut s'interroger ? Quelles conséquences pour les autres secteurs qui dépendent des constructeurs ? Je pense notamment à Verkor, à Dunkerque. Des réponses politiques – économiques, législatives, réglementaires – peuvent modifier le cours des choses.

Sur le piège des amendes infligées aux constructeurs de l'Union européenne, vous pouvez agir, mais vous ne le faites pas. Sur la trajectoire intenable de l'électricité, vous pouvez agir, mais vous ne le faites pas. Sur l'inflation normative, vous pouvez agir, mais vous ne le faites pas. Sur l'énergie à bas coût, vous pouvez agir, mais vous ne le faites pas. Sur le coût du travail, affecté par la baisse mécanique des exonérations de charges, vous pouvez agir, mais vous ne le faites pas.

À quel moment, messieurs les ministres, allez-vous enfin agir pour sauver notre industrie automobile ?
(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique . Monsieur Chenu, votre question me surprend, parce que sa réponse, c'est ce que vous refusez depuis des années. Pour faire évoluer l'industrie automobile française et européenne en direction de l'avenir, la réponse, c'est l'électrification. Vous connaissez bien le site d'Hordain ; il se trouve dans votre circonscription. Il

produit des véhicules utilitaires légers – diesel, hybrides et électriques – pour Stellantis. Si le site ne produit plus que des véhicules diesel, que fera-t-il dans dix ou vingt ans ? Plus rien.

Nous accompagnons comme jamais la transition vers les véhicules électriques, en particulier les véhicules utilitaires légers, notamment par le versement d'une prime qui peut atteindre jusqu'à 10 000 euros. Elle permettra d'acheter des Jumpy fabriqués à Hordain, monsieur Chenu.

M. Sébastien Chenu . Ça ne suffit pas !

M. Roland Lescure, ministre . Que ferait-on à Valenciennes, chez vous, où Stellantis a investi ces huit dernières années près de 300 millions d'euros ? Le site produisait jusqu'à présent des boîtes de vitesses, demain, on y assemblera des moteurs électriques.

L'avenir de l'automobile est électrique. Les cinq premiers modèles de véhicules électriques vendus en France sont produits en Europe – le premier l'est en France ! Ils le sont grâce au bonus électrique financé par les fameux certificats d'économie d'énergie, que vous n'avez pas mentionnés, mais auxquels vos collègues font si souvent référence, et que vous voulez supprimer, alors qu'ils nous permettent de financer l'électrification.

Regardons l'industrie telle qu'elle est. Projetons-la vers l'avenir, y compris grâce à des partenariats avec des constructeurs chinois, comme celui conclu à Rennes, que vous avez mentionné.

M. Jean-Philippe Tanguy . Nous y voilà !

M. Roland Lescure, ministre . Stellantis gardera la majorité de l'entreprise commune...

M. Sébastien Chenu . On connaît la chanson !

M. Roland Lescure, ministreet fabriquera à Rennes des véhicules que personne ne produit en France ou en Europe.

Pour la énième fois, vous demandez la baisse des taxes sur les carburants. La réponse est non : nous ne voulons pas baisser les impôts (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe RN*)...

M. Sébastien Chenu . Bel aveu !

M. Roland Lescure, ministresur des carburants qui viennent de l'étranger.

Si baisse du prix du carburant il doit y avoir, ce sera... (*Mme la présidente coupe le micro de l'orateur, dont le temps de parole est écoulé.*)

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Chenu](#)

Circonscription : Nord (19^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1581

Rubrique : Automobiles

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mai 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 mai 2026